

Etablissement public du parc national des Calanques

Décision individuelle

N°DI - 2018 - 220

<p>Pétitionnaire : EPC France Nature de la demande : Travaux et survol motorisé à moins de 1000 mètres Localisation : Boulevard de la Forbine - Marseille</p>
--

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-4-1, R.331-19-2 et R. 331-68 ;

Vu le décret n° 2012-507 modifié du 18 avril 2012 créant le Parc national des Calanques et notamment ses articles 7 et 15 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R. 331-19-2 du code de l'environnement ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCOeur), notamment ses MARCOeur 11 et 24 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques,

Considérant la demande formulée par l'EPC France pour le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône en date du 13 septembre 2018, pour approvisionner en fourniture le chantier de sécurisation de la falaise du Boulevard de la Forbine à Marseille ;

Considérant que l'héliportage se fait dans le cadre de travaux en aire d'adhésion;

Considérant que les survols par des aéronefs motorisés peuvent être autorisés pour réaliser des travaux autorisés ;

Considérant que les activités projetées sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

ARRETE

Article 1 – Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

L'EPC France représenté par Monsieur Dorian Dampffoffer est autorisé à survoler à moins de mille mètres du sol les espaces du cœur de Parc national des Calanques, au moyen d'un hélicoptère Ecureuil B3 immatriculé FHJTB.

Article 2 – Situation des travaux et survol

Les survols autorisés à l'article 1 visent uniquement à approvisionner en fourniture (écran pare blocs, filets) le chantier de sécurisation de la falaise du Boulevard de la Forbine à Marseille dans le Parc national des Calanques.

Article 3 – Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. Le pétitionnaire respectera son plan de vol ;
2. Le temps de rotation devra être réduit à son minimum ;
3. Les rotations interviendront entre 9h et 18h ;
4. Le pétitionnaire préviendra le Parc 24h avant le survol.

Article 4 – Durée

La présente autorisation est délivrée pour une opération entre le 1^{er} octobre et le 30 novembre 2018, jour à choisir en fonction des aléas météorologiques et suivant l'avancement du chantier.

Article 5 – Mesures de contrôles

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

Article 6 – Sanctions

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 – Autres obligations

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations et aux autres réglementations éventuellement prévues par les autres textes en vigueur.

Article 8 – Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr) et notifiée.

À Marseille, le 26 septembre 2018

Le Directeur,



François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.